

LE 2 DECEMBRE : SE MOBILISER POUR UN AUTRE BUDGET !

Dans le cadre de l'appel interprofessionnel national,
les personnels du Second degré sont tout particulièrement appelés à se mobiliser.

Le budget, c'est en effet un enjeu direct pour nos salaires, nos carrières, nos conditions de travail, notre protection sociale ! Lorsque, comme c'est le cas actuellement, le gouvernement programme un budget d'austérité, il y a urgence d'agir et de ne pas laisser faire !

Pour nos salaires et nos pensions !

- Gel du point d'indice = **déclassement mécanique des métiers du Second degré.**
- Projet de budget qui ne prévoit aucun dispositif individuel de type « GIPA » = **des pertes financières individuelles provoquées par l'étalement des avancements, ou l'atteinte des fins de carrières, dans un contexte d'inflation**
- Refus de reconstruire des grilles de salaires pour accélérer les avancements, d'élargir les accès à la Classe Exceptionnelle pour les collègues parvenus en fin de Hors-Classe, des passages accélérés à la Hors-Classe = **refus d'améliorer les carrières par des mécanismes d'avancement plus favorables**
- L'austérité imaginée pour la Fonction publique = **certaines imaginent même un budget qui annulerait les promotions programmées en 2026 !**
- Gel des pensions et fin de l'abattement forfaitaire des retraité·es = **des retraité·es qui paient la facture des plus riches !**
- Refus de créer d'un corps de catégorie B pour les AESH, et une nouvelle grille de rémunération des AED = **toujours pas de reconnaissance et d'avancée significative pour les AESH et les AED !**

14 % de perte de pouvoir d'achat entre 2017 et 2025 : c'est inacceptable !

REFUSONS LA PAUPERISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE !

Pour nos conditions de travail !

- Depuis 2017, le Second degré a vu les effectifs croître de plus de 8.800 élèves. Dans le même temps, **les gouvernements successifs ont supprimé plus de 8.000 postes d'enseignant·es ! Il faudrait en créer 45 000 pour retrouver le niveau d'encadrement de 2006.**
- **Le gouvernement a prévu de supprimer 4000 postes de professeurs** au prétexte de la baisse démographique, alors même que la France a les effectifs parmi les plus chargés d'Europe. **Au Sénat, c'est même l'option de la suppression de 8000 postes** qui se profile !
- **Aucun poste supplémentaire de CPE, PysEN ou AED, et prévision d'un nombre très largement insuffisant de nouveaux postes d'AESH.**

**La baisse démographique est en fait une occasion unique
de retrouver des conditions de travail et d'études correctes !**

EXIGEONS UN BUDGET AMBITIEUX POUR L'EDUCATION !

Pour notre protection sociale !

- Les **déremboursements, la hausse des franchises médicales, et le report sur les mutuelles privées inégalitaires** sont au menu du Projet de Loi de Finances de la Sécurité sociale.
- La **limitation des prises en charges journalières en cas d'arrêt maladie (90 % au lieu de 100 %)** n'est toujours pas remise en question.
- **Pour les fonctionnaires, c'est de nouveau la proposition de 3 jours de carence** qui est de nouveau en débat, quand nous l'avions repoussé l'année dernière par des mobilisations massives !
- **Et les scénarios de retraite par points et par capitalisation réapparaissent, nouvelles menaces contre les solidarités !**

**C'est une attaque grave contre les droits des malades
et la protection des salarié·es (du public comme du privé)**
DEFENDONS UNE PROTECTION SOCIALE DE HAUT NIVEAU !